

SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

LES COMPTES DE LA NATION EN 2012

N°2015-02 MAI 2015

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La croissance économique demeure soutenue en 2012 (+6,5%).

L'activité économique au Burkina Faso en 2012 s'est déroulée dans un environnement international caractérisé par un ralentissement de la croissance mondiale. La zone euro se caractérise par une absence ou un affaiblissement de la croissance économique (-0,6% globalement contre 1,5% en 2011). L'activité s'améliore par contre aux Etats-Unis et surtout au Japon où les taux de croissance passent respectivement de 1,8% à 2,2% et de -0,6% à 1,9%.

Dans la zone UEMOA, l'activité économique connaît une forte accélération en 2012 due essentiellement à la remise en selle de la Côte d'Ivoire où l'activité progresse de 9,8% mais également aux bons résultats de la campagne agricole 2012/2013. La zone connaît également une baisse des cours de la plupart des matières premières exportées. Les tensions inflationnistes connaissent un apaisement (+2,4% après +3,9%). Cette évolution traduit l'impact des mesures prises pour contenir l'augmentation des prix des produits alimentaires et la baisse des

cours internationaux de la plupart des matières premières importées même si les cours du baril de pétrole brut sont restés à des niveaux historiquement élevés.

Au plan interne, la croissance économique demeure forte (+6,5%) mais moindre que le niveau atteint au cours des deux dernières années (+8,4% en 2010 et +6,6% en 2011). Du côté de l'offre, les bons résultats de la campagne agricole sont remarquables avec une forte croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire de l'ordre de

+7,8% contrairement à l'année précédente où l'activité a reculé (-4,0%). Le secteur tertiaire connaît également de bonnes performances. La valeur ajoutée de ce secteur croît fortement de +9,8% en 2012 ; soit plus du double des performances enregistrées l'année précédente (+4,8% en 2011). Le secteur secondaire constitue le maillon faible de l'activité économique burkinabé en

2012. La valeur ajoutée de ce secteur recule de 8,4% et cela est dû à une baisse de régime dans le secteur minier.

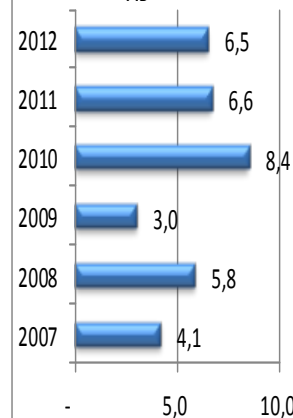
En effet, la production aurifère passe de 32,1 tonnes en 2011 à 29,2 tonnes en 2012. Du côté de la demande, la consommation finale contribue fortement à la croissance (5,9 points en 2012 après 4,0 points en 2011). Elle demeure également la

principale composante du PIB même si sa part baisse légèrement passant de 80,2% en 2011 à 79,2% en 2012. Ce léger repli s'est fait au profit de l'investissement qui représente 32,5% du PIB et contribue à hauteur de 8,7 points à la croissance. Le taux d'inflation passe de 2,8% en 2011 à 3,8% en 2012, au dessus de la norme communautaire. Cette persistance des tensions infla-

SOMMAIRE :

- *L'activité économique au Burkina en 2011 s'est déroulée dans un environnement international marqué par un ralentissement de la croissance mondiale.*
- *Au plan interne, la croissance de l'activité économique est forte (+6,6%). Elle demeure cependant inférieure à son niveau de 2010 (+8,4%).*
- *L'inflation en 2012 s'est établie à 3,8% contre 2,8% en 2011.*

Graphique 1 : Taux de croissance du PIB



DANS CE NUMÉRO :

L'OFFRE	2-3
LA DEMANDE	4-5
LES PRIX	6
LE POUVOIR D'ACHAT	7
LES APU	8

tionnistes est imputable à la mauvaise campagne agricole précédente dont les effets se sont ressentis au cours des premiers mois de 2012. Aussi; la hausse des prix à la pompe des hydrocarbures a eu une répercussion sur les prix des produits alimentaires, des transports et de la restauration. Le pouvoir d'achat des ménages connaît une forte hausse passant de 5,3% en 2011 à 9,5% en 2012. Le taux

d'épargne des ménages s'améliore continuellement et atteint 16,6% en 2012. Le taux de marge des sociétés financières s'établit à 55,6% en léger repli par rapport à son niveau de 2011 (57,5%). La mobilisation des recettes (tirées essentiellement de la production minière) s'améliore sensiblement mais la dynamique de progression des dépenses publiques entraîne une détérioration de certains

soldes budgétaires. Globalement, le déficit public (base engagement) rapporté au PIB passe de 2,3% en 2011 à 3,1% en 2012. Les importations en volume sont toujours tirées par les investissements dans le secteur minier tandis que l'or consolide sa place de premier produit d'exportation. Le déficit de la balance commerciale s'accroît avec à nouveau une plus grande progression des importations par rapport aux exportations.

ÉVOLUTION GLOBALE DE L'OFFRE

Forte croissance économique en 2012

Cette situation s'explique par le dynamisme des secteurs primaire et tertiaire, le secteur secondaire ayant reculé sous l'effet de la baisse de la production d'or. En effet, la production des

principales cultures céréalières et de rente de la campagne 2012/2013 ont fortement augmenté par rapport à la campagne précédente.

En outre, dans le tertiaire, les activités ont progressé à la fois dans les services marchands et non marchands. En

conséquence, la valeur ajoutée du secteur primaire croît de 7,8%, celle du tertiaire de 9,8%. En revanche, la production d'or industrielle a replié pour la première fois depuis 2007. Ce qui a conduit au recul de la valeur ajoutée du secteur secondaire (-8,4%).

En termes de structure du produit intérieur brut, le secteur tertiaire occupe toujours une place prépondérante. Il représente 44,4% de la valeur ajoutée totale. Le secteur primaire occupe 24,8 % et le secteur secondaire 19,6% de la valeur ajoutée totale en 2012.

En 2011 le PIB avait progressé de 6,6%.

« LA FORTE CROISSANCE DU PIB S'EXPLIQUE PAR LE DYNAMISME DES SECTEURS PRIMAIRE ET TERTIAIRE. »

	Evolution en volume au prix constant de 1999			2012		
	2010	2011	2012	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant -99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
Secteur primaire	12,2	-4,0	7,9	1 796,3	945,6	1,9
<i>Agriculture</i>	19,8	-8,3	12,4	991,5	517,5	1,6
Agriculture vivrière	22,0	-7,8	8,7	751,3	403,3	0,9
Agriculture de rente	11,6	-10,4	28,0	240,2	114,2	0,7
<i>Elevage</i>	4,0	1,1	2,9	604,1	318,6	0,2
Sylviculture, Pêche et Chasse	4,7	2,0	2,6	200,7	109,5	0,1
Secteur secondaire	9,5	21,6	-10,5	1 260,6	731,1	-2,4
Extraction	74,9	28,8	-11,8	589,8	138,4	-0,5
Industrie manufacturière	-8,8	16,2	7,3	388,0	333,7	0,6
Industries textiles	-15,2	49,3	42,0	95,2	31,1	0,3
Autres industries manufacturières	-8,4	14,3	4,6	292,9	302,6	0,4
Energie (Electricité, Gaz, eau)	-21,5	50,8	-79,5	6,1	14,9	-1,6
BTP	23,9	18,1	-11,8	276,6	244,0	-0,9
Secteur tertiaire	5,1	4,8	10,7	2 062,8	1 708,5	4,6
Services marchands	7,7	3,7	17,3	1 123,8	1 063,9	4,4
<i>Transports</i>	-7,9	3,0	39,2	94,9	52,7	0,4
<i>Postes et télécommunications</i>	44,6	14,9	24,5	147,1	248,5	1,4
<i>Commerce</i>	3,2	-4,5	8,8	549,3	403,1	0,9
<i>Banques et assurances</i>	4,3	23,2	10,5	85,6	94,7	0,3
<i>Autres services marchands</i>	-1,2	3,3	24,3	246,9	264,9	1,4
Services non marchands	0,7	7,5	4,7	1 024,1	721,2	0,9
<i>Administrations publiques et ISBL</i>	0,1	8,2	5,1	931,5	642,4	0,9
Autres services non marchands	6,1	1,9	2,0	92,6	78,8	0,0
SIFIM	-8,1	24,7	47,2	-85,1	-76,6	-0,7
Impôts et taxes	12,2	14,4	24,0	580,9	431,9	2,3
PIB	8,4	6,6	6,5	5 700,6	3 817,1	6,5

EVOLUTION SECTORIELLE DE L'OFFRE

Une bonne tenue du secteur primaire

En 2012, le secteur primaire croît fortement de 7,8%, sous l'impulsion de la bonne campagne agricole de 2012/2013. En effet, la campagne agricole s'est caractérisée par une bonne

répartition spatio-temporelle des pluies. La production céréalière a fortement augmenté par rapport à l'année précédente (+33,6%) et par rapport à la moyenne des quatre dernières années (+3,2%). Par ailleurs, la production en quantité des

cultures de rente ont également augmenté par rapport à l'année précédente. En particulier, la production en quantité de coton a augmenté de 37,6% par rapport à la campagne précédente.

En conséquence, la valeur ajoutée des branches agricul-

ture vivrière et de rente ont progressé de 8,5% et 28,5% respectivement en 2012.

Par ailleurs, l'activité économique dans la branche élevage progresse de 2,7% et celle de la branche sylviculture, pêche et chasse évolue de 2,4%. In fine le secteur primaire contribue positivement à la croissance du PIB en 2012 (+1,9 points de pourcentage). En 2011, la valeur ajoutée du secteur primaire avait reculé de 1,1%.

La chute de la valeur ajoutée du secteur secondaire (-8,4%)

En 2012, la valeur ajoutée brute du secteur secondaire chute fortement (-8,4%), principalement sous l'influence de la baisse de la production d'or. En 2011, la valeur ajoutée du secteur secondaire avait bondi de 21,6%.

Au niveau des activités extractives, la production aurifère a chuté pour la première fois depuis 2007. En effet, elle passe de 32,1 tonnes d'or en 2011 à 29,2 tonnes d'or en 2012 soit une baisse de 9,1% en quantité. En conséquence, la valeur ajoutée de l'extraction a reculé de 13,5%. L'extraction a contribué négativement à la

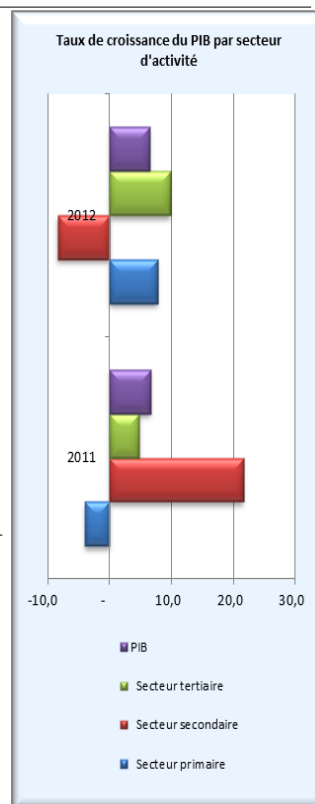
croissance à hauteur de -0,6 points.

Le recul de l'activité dans les mines s'est senti dans le secteur des bâtiments et travaux publics (-12,1%).

La valeur ajoutée a également reculé dans les branches Energie (-19,3%) et autres industries manufacturières (-3,0%).

Ces effets négatifs ont été contenus par les industries textiles dont la valeur ajoutée a rebondi de 40,4% grâce à une bonne production cotonnière.

Au total, le secteur secondaire contribue négative-



« LA CONTRIBUTION DU SECTEUR TERTIAIRE À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN 2012 EST DE 4,2 POINTS.

»

ment à la croissance en 2012 à hauteur de -1,9 points, annihilant tous les effets positifs du secteur primaire.

La bonne performance du secteur tertiaire

La valeur ajoutée du secteur tertiaire croît fortement de 9,8% en 2012 contre une augmentation de 4,8% en 2011.

En 2012, l'activité du secteur tertiaire marchand a bondi (+16,1%). Cette évolution positive a été constatée sur l'ensemble des branches de ce sous secteur.

En effet, la valeur ajoutée des transports croît fortement de 35,7% en 2012 grâce notamment aux bonnes performances du transport aérien avec le développement de l'activité des agences des compagnies aériennes nouvellement implantées au Burkina Faso.

L'activité des postes et télécommunications progresse fortement (+23,4%). On note également une bonne tenue du commerce (+8,3%) et des services financiers (+9,4%). La valeur ajoutée des autres services marchands augmente également (+22,2%) sous l'effet d'un boom de

l'activité de recherche et de forage minier.

Au niveau du secteur tertiaire non marchand, la valeur ajoutée s'accroît : 4,2% contre 7,5% en 2011. L'activité des administrations publiques et des ISBL progresse de 4,5% en 2012 contre 8,2% en 2011.

La contribution du secteur tertiaire à la croissance économique en 2012 est de 4,2 points.

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE

Une croissance portée par la demande intérieure

La croissance du PIB en 2012 provient principalement comme à l'accoutumé de la demande intérieure totale,

points) et connaît une détérioration depuis 2010 (-3,4 points en 2011, -0,7 point en 2010). Cette situation s'explique par une hausse de la contribution des importations conjuguée à une baisse

de la composante prédominante demeure la consommation finale qui représente 79,2% du PIB. Les investissements continuent leur nette progression avec une contribution croissante au fil des

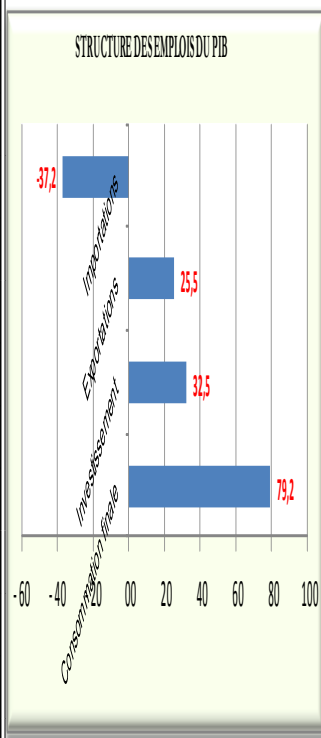
de celle des exportations depuis 2010.

En 2012, la demande intérieure finale connaît un rythme croissance accéléré (+7%) comparativement à

années (+6,2 points en 2010, +6,0 points en 2011 et +8,7 points en 2012).

La contribution du solde des échanges avec l'extérieur demeure négative (-8,1

2011 où elle s'élevait à 4,6%. La forte croissance en volume des dépenses personnelles de consommation finale (+6,7%) sous-tend cette hausse de la demande intérieure.



LA CONSOMMATION FINALE

Une forte hausse des dépenses de consommation finale.

Les dépenses de consommation finale connaissent une forte hausse en 2012 comparativement à celle enregistrée en 2011. En effet, elles passent d'une croissance en volume de 4,6% en 2011 à 7,0% en 2012. Cette forte

croissance est liée aux deux composantes publique et privée de la demande finale qui ont respectivement progressé de 8,1% et de 6,7%. La bonne campagne agricole explique en partie l'évolution en volume de la consommation finale privée. La hausse des salaires dans l'administration a positivement affecté le

revenu disponible des ménages qui accroissent ainsi leur consommation. La contribution à la croissance du PIB connaît également une bonne évolution en passant de 4,0 points en 2011 à 5,9 points en 2012.

« LA CONSOMMATION FINALE DES MENAGES AUGMENTE FORTEMENT COMME EN 2012. »

Libellés	Evolution en volume au prix constant de 1999			2012		
	2010	2011	2012	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant -99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
(1) Consommation finale	3,0	4,6	7,0	4 514,3	3 222,5	5,9
Dont : Ménage	2,1	3,6	6,7	3 326,0	2 381,2	4,1
Administrations publiques	5,7	7,6	8,1	1 188,2	841,4	1,7
(2) Investissement : (21) +(22)	23,8	19,4	24,9	1 850,0	1 560,1	8,7
(21) Formation brute de capitale fixe	23,6	20,5	23,8	1 672,0	1 528,9	8,2
Dont : Privée	27,3	50,9	14,8	955,9	883,3	3,2
publique	20,0	-9,7	38,6	716,1	645,7	5,0
(22) Variations des stocks	36,6	-33,9	119,4	177,9	31,1	0,5
(3) Exportation nette (31) - (32)	4,1	20,1	43,1	-663,7	-965,5	-8,1
(31) Exportations	52,1	26,0	4,2	1 454,7	656,9	0,7
(32) Importations	22,3	22,9	24,3	2 118,4	1 622,5	8,8
PIB = (1) +(2) +(3)	8,4	6,6	6,5	5 700,6	3 817,1	6,5

Source : INSD, Comptes nationaux, base 1999

L'INVESTISSEMENT

Une forte progression des investissements accompagnés d'un stockage

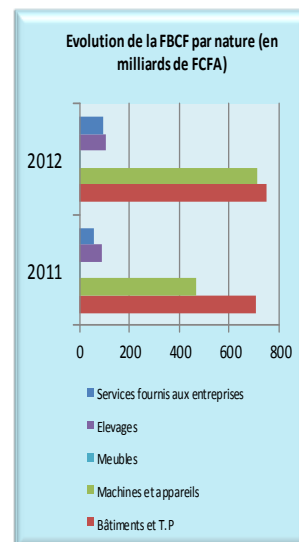
L'année 2012 marque une forte progression des investissements qui devient le moteur de la croissance économique. En outre, les investissements en 2012 connaissent une croissance remarquable de 24,9% sous l'impulsion de la FBCF publique (+38,6%)

et privée (+14,8%).

Cette situation est liée à la poursuite des investissements dans le secteur minier et la poursuite des grands chantiers de construction et de modernisation des infrastructures publiques.

La bonne campagne agricole enregistrée en 2012 a entraîné un stockage après un déstockage en 2011.

La structure des composantes de la formation brute de capital fixe en 2012 par ordre d'importance pour les trois principales composantes reste inchangée par rapport à 2011. En effet la FBCF est dominée principalement par le BTP dont le poids s'élève à 45,0%, les machines et appareils (42,8%), les produits de l'élevage (6,3%) et les services fournis aux entreprises (5,7%).



LES ÉCHANGES AVEC L'EXTÉRIEUR

Un accroissement du déficit du commerce extérieur

Le déficit du commerce extérieur s'est accru en 2012 pour se chiffrer à -663,7 milliards contre -349,4 milliards en 2011. La forte augmentation des importations conjuguées à la faible hausse des exportations en valeur sont les facteurs explicatifs de cet accroissement. La contribution à la croissance des échanges extérieurs est de -8,1 points après une contribution de -3,8 points en 2011. Par ailleurs le déficit

de la balance commerciale s'est établi à 11,6 % du PIB en 2012.

Une augmentation notable des exportations en 2012 en volume

Les exportations de biens et de services croissent de 15,0% en 2012 alors qu'en 2011 elles se sont accrues de 48%. Cette hausse en valeur depuis l'année 2008 (+7,9%) est liée à l'expansion du secteur minier avec l'explosion des exportations d'or. En effet, le coton, longtemps resté le principal

produit d'exportation, a cédé la place à l'or qui représente en 2012 69,7 % des exportations, contre 13,6% pour le coton.

Une forte croissance des importations

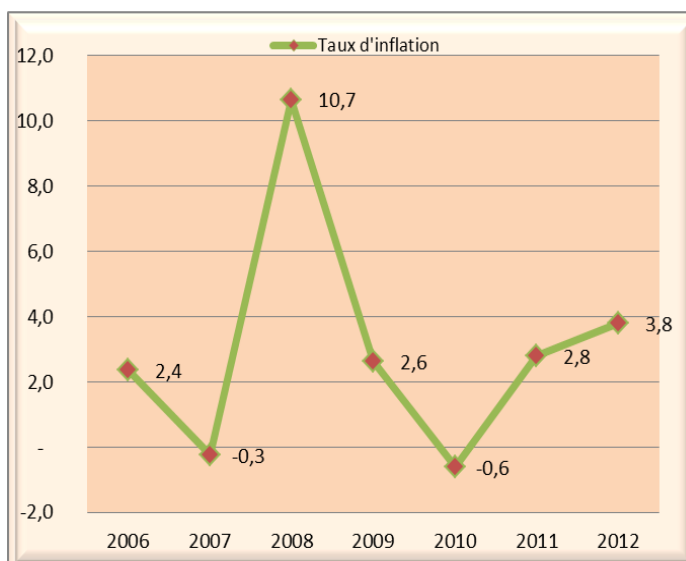
Les importations en 2012 connaissent une croissance remarquable en volume de 24,3%. Les principaux produits importés demeurent les biens d'équipements (35,7%), les produits pétroliers (23,6%) et les produits alimentaires (10,6%).

« LE DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR S'EST ACCRU EN 2012 POUR SE CHIFFRER À -663,7 MILLIARDS CONTRE -349,4 MILLIARDS EN 2011. »

LA FORMATION DES PRIX

Une inflation au dessus de la norme communautaire en 2012.

L'année 2012 a été marquée par la poursuite de la hausse du niveau général des prix au Burkina Faso. En effet, le taux d'inflation s'établit à 3,8% en 2012 après une hausse de 2,8% en 2011, dépassant ainsi la norme communautaire UEMOA fixée à 3%.



« LE TAUX D'INFLATION S'ÉTABLIT À 3,8% EN 2012 APRÈS UNE HAUSSE DE 2,8% EN 2011, DÉPASSANT AINSI LA NORME COMMUNAUTAIRE UEMOA FIXÉE À 3%. »

LA FORMATION DES PRIX (SUITE)

Cette poursuite de l'inflation est imputable à une hausse constatée sur la plupart des produits à l'exception des services de « loisirs et de culture » et des produits « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer ». Cette situation s'ex-

plique principalement par l'envolée des prix des produits alimentaires en raison des mauvais résultats de la campagne agricole 2011-2012 qui a provoquée des tensions sur le marché des céréales.

L'inflation en 2012 résulte essentiellement de l'augmentation des prix des produits locaux notamment des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5,4%) et des services « transports » (+4,5%).

Une amélioration continue des termes de l'échange.

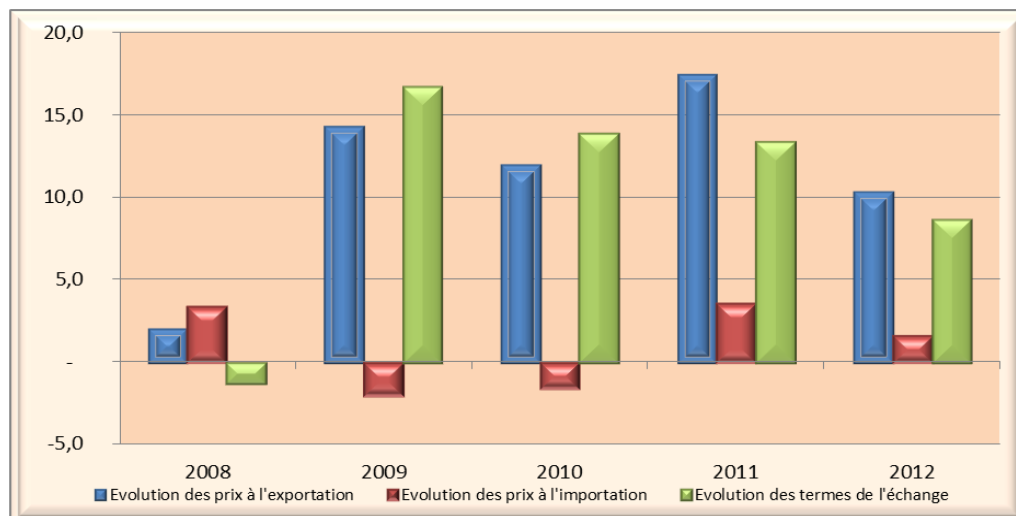
Dans un contexte international marqué par une envolée des prix de l'or et une hausse modérée des prix à l'importation, l'amélioration des termes de l'échange, entamé en 2009, s'est poursuivi en 2012. Ils ont atteint 169,6%,

soit une amélioration de 8,6% contre 13,4% en 2011 et 13,8% en 2010.

En effet, les prix à l'exportation haussent de 10,3% en 2012 contre 17,4% en 2011. Cette évolution s'explique essentiellement par l'envolée du cours international de l'or non monétaire.

Quant aux prix à l'importation, ils augmentent de 1,6% après une hausse de 3,6% en 2011. Cela s'explique par la hausse des prix des principaux produits importés sur le marché international notamment les produits alimentaires.

« L'AMÉLIORATION DES TERMES DE L'ÉCHANGE, ENTAMÉ EN 2009, S'EST POURSUIVI EN 2012. »



LE POUVOIR D'ACHAT ET LE REVENU DISPONIBLE

Une hausse du pouvoir d'achat des ménages

L'année 2012 confirme la tendance haussière du revenu disponible brut (RDB) des ménages. En effet, le RDB a connu une augmentation ostensible de 13,7% par rapport à son niveau de l'année précédente.

Cette performance est occasionnée par les effets conjugués de la hausse de la production du secteur primaire de (7,8%) et de celle du secteur tertiaire (9,8%). Ces deux secteurs contribuent fortement à la croissance en 2012: 1,9 points pour le primaire et 4,6 points pour le tertiaire.

Ceci témoigne d'une forte reprise l'activité économique dans le secteur institutionnel des ménages essentiellement

liée à la bonne campagne agricole.

On constate une augmentation respective de la production et du revenu mixte du secteur institutionnel des ménages de 8,6% et de 14,5% respectivement. En outre on observe une augmentation du niveau des salaires reçus (+10,0% en 2012 contre une hausse de 10,7% en 2011).

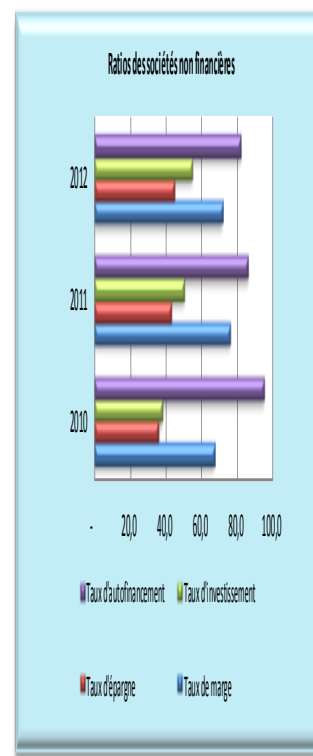
De 2010 à 2012, la courbe de croissance du RDB est largement au-dessus de celle de l'inflation, ce qui justifie la hausse remarquable en 2012 de 9,5% du pouvoir d'achat réel des ménages (pouvoir d'achat réel des ménages = RDB des ménages déflaté par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation). Cette hausse est la plus importante depuis 2009.

Elle est impulsée par l'augmentation des salaires dans l'administration, la bonne campagne agricole en 2012.

Une augmentation du taux d'épargne et du taux d'épargne financière des ménages.

Le taux d'épargne des ménages (rapport de l'épargne brute au RDB des ménages) est de 17% en 2012, ce qui traduit une augmentation de 4 points par rapport à l'année précédente.

Cette croissance de l'épargne est imputable à la hausse du RDB des ménages. Le taux d'épargne financière des ménages (rapport de la capacité de financement au revenu disponible des ménages), est en hausse et s'établit à 4% en 2012 contre 3% en 2011.



LA SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS

Le taux d'investissement des sociétés non financières (SNF) s'améliore en 2012

Le taux d'investissement des sociétés non financière s'améliore de 4,6 points en 2012 en relation avec une augmentation de l'investissement dans les branches du BTP, les maté-

riaux pour la construction et la restauration.

Le taux d'épargne évolue avec la même dynamique, passant de 42,6% en 2011 à 44,4% en 2012.

Le taux de marge ainsi que le taux d'autofinancement

baisse respectivement de 4,2 points et de 4,0 points en 2012.

La part de leur charge salariale sur la valeur ajoutée s'améliore légèrement de 1,3 point après une évolution à la baisse depuis 2009.

Amélioration du taux d'investissement des sociétés financières accompagnées d'une forte baisse de leur taux d'autofinancement.

Les sociétés financières accroissent fortement leur investissement en 2012. Ainsi le taux d'investissement s'amé-

liore de 4,4 points après une baisse de 7,6 points constatée en 2011.

Le taux d'épargne baisse conséquemment (-10,2 points) en 2012.

Après une hausse exceptionnelle en 2011, le taux d'autofinancement est redescendu à son niveau tendanciel (autour de 200%).

Le taux de marge baisse légèrement de 1,9 points. La part de la charge salariale sur la valeur ajoutée s'améliore légèrement de 1,8 points.

LA SITUATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Un ralentissement du besoin de financement et une forte hausse de la dette intérieure des administrations publiques.

Le besoin de financement des administrations publiques baisse légèrement en 2012 passant de -105,2 milliards en 2011 à -104,2 milliards en 2012 soit une amélioration de +1 milliards de FCFA.

Les recettes hors dons augmentent de +26% pour se situer à 998,9 milliards de FCFA alors que les dons s'accroissent de +9% confirmant la reprise à la hausse des mobilisations de

dons entamée une année plus tôt.

Quand aux prêts nets, leur niveau passe de 2,7 milliards en 2011 à -0,9 milliards en 2011.

Les dépenses courantes progressent plus vite que les dépenses en capital. Ils se situent à 828,7 milliards de FCFA, soit une hausse de 33% par rapport à l'année précédente.

Les dépenses en capital se situent à 625,1 milliards de FCFA soit une hausse de 28% par rapport à l'année précédente.

Comme l'année précédente, le ratio déficit global (base caisse)

rapporté au PIB s'améliore (1,8% en 2012 contre 2,1% en 2011).

En ce qui concerne la dette publique, son encours en fin 2012 s'établit à 1 649,8 milliards de francs CFA, soit une hausse de 13,0% par rapport à son niveau de décembre 2011.

En pourcentage du PIB, l'encours en fin de période représente un taux d'endettement de 28,9% en 2012 contre soit une quasi-stabilité par rapport à son niveau de 2011 (+28,8%).



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DÉMOGRAPHIE

Avenue Pascal Zagré, Ouaga 2000,
01 BP 374 Ouagadougou

Tél : (+226) 50 37 62 04
(+226) 50 47 80 51

Messagerie : insdbf@yahoo.fr

RETROUVEZ NOUS SUR LE
SITE WEB :

WWW.INSD.BF

GOUVERNER C'EST PRÉVOIR,
PRÉVOIR C'EST CONNAÎTRE,
CONNAÎTRE C'EST MESURER

Directeur Général :

Pr Banza BAYA

**Directeur des Statistiques et
des Synthèses Economiques :**

B. François RAMDE

**Chef de service des
comptes nationaux :**

Pousga Dieudonné SAWADOGO

Rédacteurs :

Daouda ZOUNGRANA

Issaka NIANGAO

Fati ZOURE

Moussa TRAORE

Rahmani SIGUENAM

Wendéyidé KABORE

Relecteurs :

Pascaline OUOBA

Maliki OUEDRAOGO

Yacouba TRAORE

Elysée KABORE

Mahamado OUEDRAOGO

Yacouba KOEFFI